

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 NOVEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le 18 novembre à 20 h 00, le conseil municipal de la commune de Saint Sylvestre, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la salle polyvalente, sous la présidence de Madame Angélique TERRANA, Maire

Date de la convocation : 14 novembre 2022

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de membres présents : 8

Nombre de membres votants : 13

Présents : Mme Angélique TERRANA, M. Benjamin COLLIN, Mme Géraldyne MORELL-BONNEAU, M. Frédéric MORA, M. Raymond FAURE, M. Frédéric ROUMILHAC, Mme Sophie BOUSSAROQUE, M. Nicolas FERMOND.

Absents et excusés : M. Bernard GIBAUD (procuration à M. Benjamin COLLIN), Mme Sabine RICHEN (procuration à M. Frédéric ROUMILHAC), Mme Marie-Claire VASSEUR (procuration à Mme Angélique TERRANA), M. Yves LACROIX, Mme Mireille KIEFFER (procuration à Mme Géraldyne MORELL-BONNEAU), M. Jérôme BERLAND (procuration à Mme Sophie BOUSSAROQUE),

Secrétaire de séance : M. Frédéric ROUMILHAC

Madame le Maire constate que le quorum est atteint, elle déclare que l'assemblée peut valablement délibérer.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté à l'unanimité.

### **DECISION DE LA MAIRE EN VERTU DE SES DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Madame Le Maire informe le conseil municipal de la décision suivante :

- Renonciation au droit de préemption sur un bien sis 12, rue de la Croix du Theil à Fanay, cadastré section D n°732 et 1106.

Le conseil municipal prend acte de la décision prise.

### **TAXE D'AMENAGEMENT**

Madame le Maire présente le sujet :

L'article 109 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 rend obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 le reversement total ou partiel du produit de la part communale de la taxe d'aménagement. Ce reversement est réalisé à l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la commune de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Cette évolution implique l'obligation pour les collectivités de prendre une délibération concordante avant le 31 décembre 2022 pour définir les modalités du reversement pour 2022 et 2023 de la taxe d'aménagement vers l'EPCI. Les modalités et taux pour 2024 ainsi que pour les années suivantes seront ensuite votés avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédente.

La communauté de communes ELAN a décidé de fixer un taux forfaitaire de reversement de la taxe d'aménagement revenant à la communauté de communes à 0.10 % pour toutes les communes qui ont institué la Taxe d'Aménagement.

Madame le Maire propose au conseil municipal d'instituer pour 2022 et 2023 un reversement de la part communale de la taxe d'aménagement à hauteur de 0.10 % du produit de la taxe pour L'EPCI.

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- **Décide** d'instituer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 un versement de la part communale de la taxe d'aménagement conformément à l'article 109 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, selon les modalités suivantes :
  - A hauteur de 0,10 % du produit de la taxe pour l'EPCI de la communauté de communes ELAN.
- **Charge** le Maire de notifier cette décision au conseil communautaire de l'EPCI de la communauté de communes ELAN.
- **Charge** le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

### **PARTICIPATION VERSEE PAR LES COMMUNES A ELAN POUR L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES**

Madame le Maire expose à l'assemblée le dossier :

La communauté de communes demande une participation exceptionnelle de toutes les communes disposant de réseaux d'assainissement collectif pour l'exercice 2022.

En effet depuis 2020 le conseil communautaire a approuvé le versement d'une subvention exceptionnelle du budget principal communautaire vers le budget annexe d'assainissement.

En complément de cette décision les communes disposant de réseaux d'assainissement collectif ont pris l'engagement de participer financièrement à l'équilibre de ce budget annexe afin de limiter l'impact sur les usagers et jusqu'à l'atteinte du prix d'équilibre.

Le montant de la participation demandé est de 21 234 €. Cette somme avait été inscrite au BP. Elle est identique à 2021.

Il est proposé au conseil municipal de voter le montant de la participation.

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide de valider cette proposition et autorise Madame le Maire à mandater la somme de 21 234 € à l'article 657358.

### **MOTION POUR SOUTIEN A LA LUTTE DES PERSONNELS DU CADASTRE : (RENFORCEMENT DES EFFECTIFS POUR REpondre AVEC EFFICACITE AUX MISSIONS FISCALES, TOPOGRAPHIQUES ET FONCIERES)**

Madame le Maire explique :

La CGT Finances publiques de la Haute-Vienne souhaite attirer l'attention des élus sur le projet foncier innovant en cours et plus généralement sur l'avenir des missions cadastrales au sein de la DGFIP.

Il est proposé au conseil municipal de délibérer et d'apporter son soutien à la lutte des personnels du cadastre.

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'apporter son soutien plein et entier à la lutte des personnels du Cadastre.

Avec eux, il considère que le effectifs du Service Départemental des Impôts Fonciers et notamment de sa Section Topographique doivent être significativement renforcés afin de répondre avec efficacité et dans le cadre des principes définissant le Service Public aux missions Fiscales, Topographiques et Foncières confiées par le législateur à l'administration fiscale.

### **Vote**

Pour : 12

Abstention : 1

### **ELAGAGE A CHEZ CHANDEAU**

Madame le Maire informe l'assemblée que des hêtres doivent être élagués à Chez Chandeau ainsi qu'un marronnier aux écoles et l'if de la mairie elle présente deux devis.

- ▶ entreprise Leylavergne 1 560,00 €
- ▶ entreprise La Gueronnière 1 560,00 €

#### *Elagage du marronnier aux écoles et de l'if à la mairie*

- ▶ entreprise Leylavergne 1 260,00 €
- ▶ entreprise La Gueronnière 760,00 €

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité, décide de retenir l'entreprise La Gueronnière pour un montant total de 2 220,00 €

### **VIREMENT DE CREDIT-EXERCICE 2022**

Madame le Maire expose à l'assemblée que les crédits prévus au chapitre 10 du budget de l'exercice 2022 étant insuffisants, il est nécessaire d'effectuer le virement de crédit ci-après :

CHAPITRE – ARTICLE	LIBELLE	MONTANT	
Chapitre 10 - art. 10226	Taxe d'aménagement	+ 10,00 €	
Chapitre 21- art. 21578	Taxe d'aménagement		-10,00 €
TOTAL		+ 10,00 €	-10,00 €

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité approuve le virement de crédit ci-dessus

Madame le Maire rappelle qu'en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT le conseil municipal peut charger le Maire de certaines compétences par délégation.

Elle avise l'assemblée qu'elle demandera lors de la prochaine séance du conseil municipal, l'ajout d'une délégation concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés dans la limite de 40 000 €. Elle préfère attendre que plus de membres du conseil municipal soient présents pour délibérer.

### **LANCEMENT MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE POUR LA FOURNITURE DE PHOTOCOPIEURS INSTALLATION ET MAINTENANCE**

Madame le Maire informe l'assemblée qu'elle souhaite dénoncer le contrat en cours avec BS 87 pour motif d'intérêt général à compter du 01/02/2023.

Il convient de lancer un autre marché de fournitures

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Donne son accord pour dénoncer le marché de fourniture de photocopieurs à compter du 01/02/2023 ;
- Autorise la maire à lancer un marché de fournitures sous la forme de procédure adaptée (marché inférieur à 90 000 € HT) ;
- Dit que les offres devront être déposées avant le 31 décembre 2022.

### **QUESTIONS DIVERSES**

Monsieur Nicolas FERMOND fait remarquer que l'entretien de l'église coûte cher à la commune.

Monsieur Frédéric ROUMILHAC fait remonter une demande du pizaiolo pour installer des tables à côté de son camion pour les personnes qui consomment sur place. Madame le Maire ne le souhaite pas, le camion pizza étant installé sur le parvis de l'église.

Un administré lui a aussi demandé à qui appartient la clôture qui longe un chemin aux Sagnes, il s'agit d'un terrain appartenant à ORANO.

Madame le Maire demande à Monsieur Raymond FAURE s'il serait possible d'avoir une ou deux fois par an du gibier pour la cantine scolaire. Cela serait possible après contrôle sanitaire.

Fin de séance 21 h 30.